

COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

L'Utilité des deux Mondes.

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 1^{er}. OCTOBRE, 1789.

[No. 24.

F R A N C E.

De Paris, le 20 Juillet.

Extrait du Registre des Délibérations du District des Feuillans.

Vendredi 17 Juillet 1789.

Lorsqu'il a été arrêté que le Roi venoit à Paris, MM. les Religieux des Feuillans ont proposé aux Membres du District, assemblés dans leur Eglise, de bénir leur Drapeau.

La proposition ayant été acceptée, la cérémonie a eu lieu vers 10 du matin, & M. le Prieur, qui en a fait la bénédiction, a prononcé le Discours qui suit :

MESSIEURS,

“ Quel moment pour des cœurs François ! L'Eten-dart de la liberté civile est apporté dans ce Temple par le patriotisme ! Le sentiment dont vous venez de montrer toute l'énergie, réclame les bénédictions de celui qui protège les droits des hommes. Pourrions-nous douter, chers Concitoyens, des biens que nous avons lieu d'attendre dans cet instant précieux, où un Roi juste & bon vient confirmer l'espoir qu'il nous a donné ? Dans peu de jours la France n'est plus qu'une grande famille. Libre sous le Chef le plus puissant, c'est à votre courage, à votre intrépidité qu'elle devra ce bonheur qui a toujours été & qui sera toujours l'objet de nos vœux les plus fervens.”

L'Assemblée a arrêté que ce Discours seroit consigné dans ses registres, & que le Drapeau resteroit à perpétuité déposé dans l'Eglise des Feuillans, comme le monument d'une époque mémorable.

AUX AUTEURS DU JOURNAL DE PARIS.

District des filles de St. Thomas, Paris, ce 18 Juillet 1789.

Les faits suivans, Messieurs, sont trop importants

pour l'honneur de la Milice Parisienne, pour ne pas leur donner toute la publicité possible. Il avoit été arrêté dans le District dont j'ai l'honneur d'être Président, que l'on enverroit une Compagnie extraordinaire de 20 hommes à cheval, pour protéger le rétablissement de l'ordre & de la perception des droits à l'entrée des barrières de Passy & de Neuilli. M. de Trefontaine fut chargé hier de cette commission, & il s'en acquitta avec tout le zèle & l'intelligence possibles. Il tira des commis une reconnaissance du rétablissement de cette perception. En faisant cette tournée, il imagina d'aller jusqu'au *Point du jour*, parce qu'il présu-moit y rencontrer Sa Majesté. Il ne s'étoit pas trompé. Il l'y trouva escortée par la Milice de Versailles, qui avoit accompagné le Roi jusqu'à cet endroit, ce qui, pour le dire en passant, retarda si prodigieusement l'ar-rivée de Sa Majesté ; car, pour ne pas fatiguer la Milice de Versailles, elle ordonna d'aller au pas. Le Commandant de la Milice de Versailles remit alors à M. de Trefontaine le soin d'escorter S. M. jusqu'à Paris, mais à condition qu'il l'accompagneroit au re-tour & la remettroit ensuite à la garde de la Milice de Versailles. M. de Trefontaine, avec son escorte, fit dès-lors, auprès de S. M. & jusqu'à l'Hotel-de-Ville, l'office de son Exempt des Gardes, & il eut souvent occasion de voir combien elle étoit satisfaite des dispo-sitions de son Peuple. Ce commandant prit la liberté de lui faire remettre, par M. le Prince de Beauveau, l'ordre qu'il venoit d'exécuter pour le rétablissement des droits, & les certificats qu'il en avoit. Le Roi les lut avec attention, & témoigna en être très-satisfait. M. le Prince de Beauveau écrivit, avec son crayon, sur l'ordre : *le Roi l'a lu & en est très-content.*

Je dois profiter de cette occasion pour apprendre au Public deux autres faits, dont la multitude de mes occupations ne m'a pas permis jusqu'à présent de vous adresser la note.

Il a été ouvert chez M. Duclos du Fresnoy, Notaire, rue Vivienne, une souscription, pour pourvoir aux dépenses de ce District, à l'établissement de la Garde, nourriture des troupes, &c. Beaucoup de citoyens riches se sont déjà empressés d'y déposer des fonds, les autres sont invités à le faire promptement.

J'ai su que dans l'expédition qui s'étoit faite au Garde-Meuble, il y avoit, parmi les armes qui ont été emportées, trente-sept flèches ou darts empoisonnés. Les personnes qui les ont ignoré peut-être ce fait ; & comme l'ignorance ou l'imprudence pourroient être, en ce cas, funestes à des citoyens, ces personnes sont invitées à les remettre soit à l'Hôtel-de-Ville, soit à leur District.

Signé BRISOT DE WARVILLE, Président.

Aux Auteurs du Journal de Paris.

18 Juillet, 1789.

MESSIEURS,

Le District de St.-Etienne-du-Mont, dont l'Abbaye de Ste-Genevieve fait partie, vous prie d'annoncer que M. l'Abbé de Ste-Genevieve, en son nom & au nom de la Congrégation de France, a célébré pontificalement, ce matin, dans l'Eglise dédiée à la Patrone de Paris, une Messe d'actions de grâces pour le rétablissement de la paix. Cette Messe a été suivie d'un *De profundis* pour les généreuses victimes du sentiment patriotique, dont tous les Citoyens sont animés. Le District de St.-Etienne, invité à cette cérémonie, y a assisté. Pendant la Messe, les Dames de la place Maubert ont apporté un bouquet orné de rubans, qui a été placé à l'instant, près de la Châsse de Ste.-Genevieve. Elles ont refusé toute gratification, en demandant seulement pour le peuple du pain & la liberté.

Demain Dimanche une semblable Messe d'actions de grâces, sera célébrée dans l'Eglise Paroissiale de Saint-Etienne-du-Mont, en vertu d'une délibération de l'Assemblée de ce District, & Lundi une Messe de *Requiem* pour le repos de l'ame des braves & valeureux Citoyens qui ont scellé de leur sang la liberté de la Nation.

Signé JACQUIOT, Secrétaire du District de St.-Etienne-du-Mont.

HOTEL-DE-VILLE. COMITE-PERMANENT.

La circulation est rétablie dans l'intérieur de Paris & sur les routes, de manière que toutes voitures bourgeoises, publiques & de place ne doivent être arrêtées par aucune Patrouille.

Les Patrouilles posées aux barrières, pour la sûreté de la perception des Droits, n'arrêteront que la sortie des Substances & le transport des convois d'armes.

Les voitures, de quelque espèce qu'elles soient, n'auront d'autre contrainte dans l'intérieur de Paris, que d'aller au pas ou au petit trot.

Les Spectacles seront ouverts & les promenades publiques fréquentées, comme à l'ordinaire.

Les boutiques, les ateliers, les manufactures seront rendus à leur activité ordinaire, & tous les Citoyens sont invités avec instance de répandre par-tout l'ordre & le calme, & de poursuivre avec vigueur les perturbateurs du repos public.

Enjoint aux Patrouilles de tenir la main à l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Hotel-de-Ville, au Comité-Permanent, le 6 Juillet 1789.

Lettre de l'Assemblée Nationale à M. NECKER, en date du 16 Juillet, 1789.

“ L'Assemblée nationale, Monsieur, avoit déjà consigné dans un acte solennel, que vous emportiez son estime & ses regrets ; cet honorable témoignage vous a été adressé de sa part, & vous devez l'avoir reçu. Ce matin elle avoit arrêté que le Roi seroit supplié de vous rappeler au ministère. C'étoit tout à la fois son vœu qu'elle exprimait, & celui de la capitale qui vous réclame à grands cris. Le Roi a daigné prévenir notre demande, votre rappel nous a été annoncé de sa part, la reconnaissance nous a aussi-tôt conduits vers Sa Majesté, & elle nous a donné une nouvelle marque de confiance, en nous remettant la lettre qu'elle vous avoit écrite, & nous chargeant de vous l'adresser.”

“ L'Assemblée nationale, Monsieur, vous presse de vous rendre au desir de Sa Majesté ; vos talens & vos vertus ne pouvoient recevoir ni une récompense plus glorieuse, ni un plus puissant encouragement. Vous justifierez notre confiance. Vous ne préférerez pas votre propre tranquillité à la tranquillité publique. Vous ne vous refuserez pas aux intentions bienfaisantes de Sa Majesté pour ses peuples. Tous les momens

sont précieux. La nation, son Roi, & ses représentans vous attendent."

" Nous avons l'honneur d'être, &c. "

Signés, *J. G. Archevêque de Vienne, Président, le Comte de Lalli-Tollendal, Secrétaire, Mounier, Secrétaire.*

Voici des nouvelles concernant les Etats-Généraux, qui nous ont paru plus authentiques que toutes celles qui ont été publiées.

Du Mardi, 14 Juillet, 1789.

L'arrêté de l'Assemblée Nationale d'hier fut porté le soir au Roi. Sa Majesté soupoit et fit dire qu'elle répondroit le Mardi matin. Le Président est allé chercher cette réponse ; mais elle a été différée encore, et Sa Majesté a dit qu'elle examineroit l'arrêté de l'Assemblée Nationale.

Plus de cent Membres de l'Assemblée ont resté toute la nuit dans la Salle présidée par M. le Marquis de la Fayette, qui, le soir même, avoit reçu des suffrages de l'Assemblée, divisée par Bureaux, le titre et les pouvoirs de Vice-Président.

Presque toutes les nouvelles qui étoient arrivées de Paris, dans la matinée, faisoient espérer le retour du calme et de la paix dans cette Capitale. Beaucoup de Députés croyoient même pouvoir se dispenser d'aller l'après-dinée à l'Assemblée. Cependant des bruits sourds commençoient à troubler ce moment de tranquillité, lorsque M. le Vicomte de Noailles est arrivé à toutes brides de Paris. Son air seul annonçoit ce qu'il avoit à raconter. Il est monté dans l'Assemblée, environné de Députés. Là, il a dit ce qu'il avoit vu lui-même, toute la Bourgeoisie de Paris en armes et dirigée dans sa discipline par les Gardes Françaises et des Suisses, les canons des Invalides et leurs fusils enlevés ; toutes les familles nobles obligées de se renfermer dans leurs maisons ; la Bastille forcée, et M. de Launey, son Gouverneur, qui avoit fait tirer sur les Citoyens, égorgé.

Il est aisé de concevoir l'impression terrible que ces nouvelles désastreuses ont produite sur les Représentans de la Nation. Sur le champ, il a été arrêté une Députation au Roi, dans laquelle se mêleroit M. le Vicomte de Noailles, comme témoin des vérités fatales qu'on devoit lui faire entendre.

Tandis que les Députés s'étoient rendus auprès de Sa Majesté, il est arrivé une Députation des Electeurs et du Comité de Police de Paris. Ils ont fait un ré-

cit détaillé des troubles de la Capitale, de ses malheurs et des soins vigilans et éclairés que ses Citoyens prennent pour en prévenir de plus affreux. Ils ont fait connoître avec quelle indignité M. de Launey, après avoir laissé entrer dans les cours de la Bastille des Citoyens qui lui portoient des prières de paix, avoit fait lever les ponts, et avoit fait tirer sur eux. Ils ont paru ignorer que M. de Launey eût expié un si grand crime. Ils ont ajouté que des Couriers expédiés pour diverses Provinces avoient été arrêtés, que le Peuple s'étoit emparé des dépêches dont ils étoient porteurs et vouloit qu'on les ouvrit ; que le Comité de Police s'y étoit opposé ; qu'un autre Courier expédié au Gouverneur de la Bastille avoit aussi été arrêté ; qu'on avoit ouvert ses paquets, et qu'on y avoit trouvé l'ordre donné au Gouverneur de faire tirer sur le Peuple aussi-tôt qu'il le jugeroit nécessaire. Plusieurs voix ont demandé les noms de ceux qui avoient signé de tels ordres, et qui devoient les expier de leurs têtes. M. de Clermont-Tonnerre a dit : ce n'est pas le moment de s'occuper de vengeance ; et celle des loix et de la justice doit être lente. M. le Marquis de la Fayette, remplissant les fonctions de Vice Président, a exprimé aux Députés de Paris les sentimens de l'Assemblée Nationale, et leur a dit qu'ils alloient entendre eux-mêmes la réponse du Roi qu'attendoit l'Assemblée, et qu'ils auroient la preuve des soins qu'elle avoit pris pour éloigner de Paris les désastres qui s'y multiplient. Par acclamation il a été décidé qu'une seconde députation iroit sur le champ remettre ces nouveaux faits sous les yeux du Roi ; mais M. le Marquis de Montesquiou a fait sentir qu'il étoit nécessaire avant de faire parler la seconde députation d'entendre la réponse qui auroit été faite à la première. Elle est arrivée bientôt. Le Roi a répondu, en substance, qu'il étoit affligé des maux et des troubles qui désolent Paris, qu'il s'en occupoit avec une continuelle inquiétude ; que les troupes étoient déjà écartées de Paris, et qu'il avoit donné ordre à ses Officiers Généraux de se mettre à la tête des Gardes Bourgeoises de Paris. Un long et morne silence a été l'effet qu'a produit cette réponse, et la seconde députation est partie.

Alors s'est présenté un Député de la Noblesse qui arrivoit à l'instant même de Paris ; il a raconté une multitude d'aventures qui lui sont arrivées et qui ont vivement fixé l'attention de l'Assemblée, parce qu'on

voyoit dans ses récits l'antique et loyale simplicité de son ordre, avec l'amour du peuple et de la patrie. Il a dit comment le peuple avoit arrêté un fiacre qu'il avoit loué pour revenir à l'Assemblée, comment il avoit été conduit à l'Hôtel-de-Ville à travers une multitude armée ; comment à la Grève on lui avoit montré le cadavre vêtu de noir d'un homme décapité qu'on lui a dit être *M. de Launey*, en lui annonçant que lui-même alloit être bientôt exécuté ; et comment heureusement un ordre de celui qui présidoit l'Assemblée de l'Hôtel-de-Ville lui avoit ouvert les passages.

M. l'Archevêque de Paris a apporté bientôt la seconde réponse du Roi. Voici quels en sont à-peu-près les termes : " Vous affligez de plus en plus mon cœur par le récit des malheurs de la ville de Paris ; il est impossible que les troupes que j'en ai fait approcher en soient cause ; je n'ai pas à vous faire une autre réponse que celle que vous avez entendue ce soir."

L'Assemblée Nationale n'a pas jugé que ces deux réponses fussent propres à porter le calme dans Paris, et elle a décidé qu'elle attendroit jusqu'à demain, dans l'espérance de quelque réponse plus heureuse.

Du Mercredi 15 Juillet.

Le Roi s'est rendu ce matin, à 11 heures, à l'Assemblée nationale, sans s'être fait annoncer, sans l'appareil ordinaire, accompagné seulement de Monsieur et de Monseigneur Comte d'Artois, et il a adressé à l'Assemblée le Discours qui a déjà été distribué. — L'Assemblée Nationale a arrêté sur le champ une grande députation à l'Assemblée générale des Electeurs réunis à l'Hôtel-de-Ville, pour y aller porter cette nouvelle si heureuse à la fois et si glorieuse pour la Nation Française.

MM. les Députés nommés pour cette députation, au nombre de plus de 80 Membres, sont partis aussitôt et sont descendus aux Tuileries à quatre heures et un quart ; de-là ils ont traversé la ville à pied entre deux haies de Soldats et Gardes bourgeoises, aux acclamations continues d'un peuple immense criant : *vive la Nation ! vive le Roi !* Ils sont entrés dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville. Lorsqu'ils ont été placés, M. le Marquis de la Fayette, présidant la députation, a pris la parole et a prononcé un discours pour annoncer celui du Roi à l'Assemblée Nationale, dont il a fait la lecture. On ne peut rapporter ici que très-incorrectement sans doute, quelques idées recueillies

de mémoire du discours de *M. de la Fayette*. Le Roi a été trompé, a-t-il dit, mais il ne l'est plus ; il connoît nos malheurs, MM., et il les connoît pour empêcher qu'ils ne se reproduisent jamais. En venant porter de sa part, à son peuple, des paroles de paix, j'espère, MM., lui rapporter aussi la paix dont son cœur a besoin.

Quelques Soldats du Régiment des Gardes se sont avancés avec leurs drapeaux, et l'un d'eux a adressé au Président quelques phrases, mais d'un ton de voix trop peu élevé pour se faire entendre de l'Assemblée.

De Paris, le 26 Juillet.

Le mot d'*Assemblée Nationale*, consacré dans le discours du Roi, a causé parmi les vrais patriotes une joie inexprimable. Le nom d'Etats-Généraux portoit avec lui toutes les idées Gothiques & féodales déformées qui ont donnée lieu aux troubles antérieurs, au lieu que celui d'Assemblée Nationale se trouve naturellement dégagé de toutes les erreurs de l'histoire, c'est un mot neuf, c'est une idée neuve, qu'on ne peut combattre avec des faits, ni des préjugés historiques. La raison seule offre ses armes, & on fait quels progrès elle a faits depuis peu de tems.

M. le baron Breteuil avoit été nommé président du conseil des finances, mais plusieurs des magistrats qui devoient être de ce conseil se sont excusés.

M. de Croissy ayant donné sa démission de la place de lieutenant général de police, le comité permanent de la ville a fait un arrêté pour l'engager à continuer ses soins. Le même comité a arrêté que les payemens de l'Hôtel-de-Ville se feroient aux Petits Pères de la Place des Victoires.

On a répandu dans ce pays-ci, que, non contents des exécutions terribles qui ont eu lieu, les bourgeois avoient mis à prix la tête de Mgr. comte d'Artois, du maréchal de Broglie, du duc de Luxembourg, & de vingt huit personnes du premier rang. On n'a pas distingué les affiches incendiaires qui ont eu pour auteurs des gens qui n'ont pas osé se livrer à l'exécration publique, en se faisant connoître, & les résolutions des bourgeois enrégimentés. Ils se sont livrés (cela n'est que trop vrai) à une grande effervescence, mais enfin ce sont eux qui ont arrêté les massacres. C'est la milice de Paris enrégimentée qui a substitué à l'irrégularité des premiers armemens, un service dont le but principal, à ce que nous assurent nos lettres, étoit d'empêcher les crimes qui auroient pu être commis

par les bandits qui s'étoient armés dans les premiers jours.

Il est impossible de dire jusqu'où l'on a prétendu que les excès avoient été portés. On a imprimé dans plusieurs feuilles Angloises, qu'au moment du départ de quelques François distingués qui se sont réfugiés à Londres, les bourgeois avoient pris la résolution d'aller attaquer le chateau de Versailles. On a débité que le duc de la Trémouille avoit été jeté à la rivière—ensuite qu'il avoit été mis en prison par le peuple ; que M. l'archevêque de Paris & M. le lieutenant de police avoient été massacrés, &c. &c. &c. C'est avec bien de la joie que nous supprimons les trois quarts des bruits odieux qui ont couru, & que nous contredisons ceux qui précèdent. La plupart de ces bruits avoient été répandus par des personnes qui les rendoient avec des circonstances si vraisemblables qu'en partant des données alarmantes que l'on avoit déjà sur les extrémités auxquelles s'étoit porté le peuple, on pouvoit croire possible tout ce qui étoit raconté de semblable.

Heureusement que le cœur de S. M. qui aime sa nation, autant qu'elle en est aimée, lui a dicté le seul parti qu'elle eut à prendre, dans une circonstance aussi cruelle pour sa sensibilité. Le Roi, renonçant de lui-même à des projets hostiles à son peuple qui n'ont jamais été dictés par ses sentimens, & se refusant à nourrir les espérances qu'on lui avoit données de subjuguier ses sujets par la force, a mis sa gloire à faire triompher son amour pour eux, & à ne devoir leur soumission qu'à celui qu'ils lui portent. Mercredi dernier ce Prince, au désespoir d'avoir été trompé, s'est rendu, seul à pied, à l'assemblée nationale, il a traversé la foule immense qui entouroit la salle dans cet appareil de paix, & a demandé aux représentans de la nation l'assistance de leurs lumières dans un discours qui a été reçu avec acclamation, & qui a fait verser des larmes à toute l'assemblée. Les entrailles du souverain se sont émues à ce spectacle touchant & il n'a pu retenir les larmes. Le Roi a été reconduit au château par un peuple, enivré d'amour, qui a prouvé pour la millième fois que les excès les plus opposés sont ceux qui se touchent. Les uns sont le premier, & les autres le dernier point du cercle immense des événemens de la vie. — L'amour du Roi renfermera désormais une nation chérie dans celui que va former une bonne constitution. Le souvenir des excès auxquels elle s'est portée la plongera dans le deuil & la douleur, quand elle sera revenue à elle.

L'assemblée nationale, empressée de hâter ses travaux, & de leur donner une base solide, a entendu le rapport du comité chargé du travail sur la constitution ; ce rapport a été fait par M. Mounier. Il a exposé dans le préambule les motifs qui doivent déterminer l'établissement d'un ordre fixe dans le gouvernement, & de tracer des limites entre les pouvoirs qui jusqu'ici se sont combattus, & qui ont rendu l'autorité éparse & mis ses parties en contradiction ; d'où il est résulté des chocs également funestes aux droits du Souverain & à ceux de la nation. Le comité conclut qu'il est important & nécessaire de donner à la constitution de l'Etat une nouvelle & solide sanction, & propose les dix articles suivans à examiner aux représentans de la nation.

ARTICLE PREMIER.

Tout gouvernement doit avoir pour unique but, le maintien du droit des hommes, d'où il suit que pour rappeler constamment le gouvernement au but proposé, la constitution doit commencer par la déclaration des droits naturels & imprescriptibles de l'homme.

Art. II. Le gouvernement monarchique étant propre à maintenir ces droits, a été choisi par la nation Française ; il convient sur-tout, à une grande société ; il est nécessaire au bonheur de la France ; la déclaration des principes de ce gouvernement doit donc suivre immédiatement la déclaration des droits de l'homme.

Art. III. Il résulte des principes de la monarchie, que la nation pour assurer ses droits, a concédé au monarque des droits particuliers. La constitution doit donc déclarer d'une manière précise les droits de l'une & de l'autre.

Art. IV. Il faut commencer par déclarer les droits de la nation Française ; il faut ensuite déclarer les droits du Roi.

Art. V. Les droits du Roi & de la nation n'existant que pour le bonheur des individus qui la composent, ils conduisent à l'examen des droits des citoyens.

Art. VI. La nation Française ne pouvant être individuellement réunie pour exercer tous ses droits, elle doit être représentée : il faut donc énoncer le mode de sa représentation & les droits de ses représentans.

Art. VII. Du concours des pouvoirs de la nation & du Roi doivent résulter l'établissement & l'exécution des loix : ainsi il faut d'abord déterminer comment les loix seront établies ; ensuite on examinera comment les loix seront exécutées.

Art. VIII. Les loix ont pour objet l'administration générale du royaume, les actions des citoyens & les propriétés. L'exécution des loix qui concernent l'administration générale exige des assemblées provinciales & des assemblées municipales. Il faut donc examiner quelle doit être l'organisation des assemblées provinciales, qu'elle doit être l'organisation des assemblées municipales.

Art. IX. L'exécution des loix qui concernent les propriétés & les actions des citoyens, nécessite le pouvoir judiciaire ; il faut déterminer comment il doit être confié ; il faut déterminer ensuite ses obligations & ses limites.

Art. X. Pour l'exécution des loix & la défense du royaume, il faut une force publique. Il s'agit donc de déterminer les principes qui doivent la diriger.

RECAPITULATION.

Déclaration des droits de l'homme. Principe de la Monarchie. Droits de la Nation. Droits du Roi. Droits des Citoyens sous le gouvernement François. Organisations & Fonctions de l'Assemblée Nationale. Formes nécessaires pour l'Etablissement des Loix. Organisations & Fonctions des Assemblées Provinciales & Municipales. Principes, obligations & limites du pouvoir judiciaire. Fonctions & Devoirs du Pouvoir Militaire.

M. le Marquis de la Fayette a lu à l'Assemblée Nationale un projet de la déclaration des droits, & l'Assemblée a senti & a jugé, comme un des Députés de la Noblesse, qui, opinant sur le projet, a dit que son Auteur parloit de la liberté comme il savoit la défendre.

Caisse d'Escompte.

M. M. les Actionnaires sont avertis qu'en exécution de la délibération prise en l'Assemblée générale tenue le 16 du présent mois de Juillet, M. de Varigny, Caissier de la Recette générale, payera à bureau ouvert, le matin seulement, le dividende d'actions des six premiers mois 1789, à raison de cent quarante livres, sous la déduction de 25 livres de retenue au profits des reconnoissances du prêt de 25 millions fait au Roi, conformément à l'Arrêt du conseil du 17 Janvier 1789, homologatif des délibérations desdits Actionnaires des 8 & 15 dudit mois. Le terme de rigueur des dépôts d'actions, pour avoir entrée aux Assemblées générales de Janvier prochain, a été fixé au 31 de ce mois.

Port de Brest.

La Noblesse de Bretagne, non-moins offensée des procédés de la nation, que de ceux des citoyens de

leur province, et voyant les troubles qui se perpétuoient, conçut le dessein de secouer le joug de la France, et de rendre la Bretagne plus libre qu'elle ne l'avoit jamais été.

En conséquence, elle s'adressa à l'ambassadeur de la G. B. et lui proposa de se mettre sous la protection de cette puissance, comme état tributaire, pour être gouverné d'après l'ancien système féodal : et pour la récompenser d'un service aussi important, elle devoit lui donner la possession du port de Brest, &c. &c.

M. le Duc de Dorset devoit obtenir de sa cour, une flotte de 22 vaisseaux de ligne, et d'autres troupes de terres, qui auroient pu investir cette province au premier signal donné, et pour protéger tous autres projets hostiles.

Le Duc de Dorset aura bien de la peine à se débarrasser du mauvais pas où il se trouve.

Il est si vrai que le port de Brest devoit être livré aux Anglois, que leur Ambassadeur convient que l'on en a fait l'offre à sa Cour ; mais qu'elle a été rejetée. Comment pouvoit-il avouer l'un, sans déclarer l'autre ?

La populace n'est pas encore apaisée à Paris, elle ne peut réfléchir sans frémir d'horreur, que si le parti aristocratique eut réussi, Paris devoit être investi au premier signal par une armée Angloise, et que la France alloit être déchirée à la fois par une guerre civile et étrangère.

On lit dans presque toutes les publications du parti du peuple, ces mots : " Les perfides n'avoient pas rougi d'associer à leurs complots ténébreux nos éternels ennemis."

Mais ce qui prouve l'authenticité de ces traits, c'est une lettre écrite par le ministre d'une cour étrangère, alliée de la France, à son ami à Paris. Cette lettre, qui fut interceptée, invite celui à qui elle est adressée, à quitter Paris au plutôt—qu'il y avoit un projet sur pied pour dissoudre l'assemblée nationale, que plusieurs des membres qui la composoit devoient être mis à mort—que Paris devoit être réduit par force, et que le Roi devoit être assisté dans l'exécution de ces projets par des puissances étrangères.

Pour enflammer la populace encore davantage, on fit circuler une liste de 47 personnes, qui étoient pour le peuple, et qui devoient être mises à mort.

Cette liste étoit composée de 3 Evêques, 4 Recteurs, 17 Nobles, et 23 Roturiers.

La Cour avoit reçu les assurances les plus positives

de la part du reste du Clergé et de la Noblesse qu'ils la défendroient, et qu'ils lui fourniroient sur le champ 12,000,000 de livres ; et qu'ils feroient tous leurs efforts pour faire circuler un papier-monnoie, que quelques feuilles ont imprimé avoir déjà été frappé.

Ce papier devoit suffire pour le maintien des troupes ; et l'on avoit déjà arrêté de l'avis d'un nouveau ministre de donner Paris au pillage, aux troupes pour les récompenser de leur fidélité.

De B O S T O N, le 1er. Octobre.

Les échanges réciproques de politesse et d'attention entre les officiers de S. M. T. C. et les citoyens de cet Etat, dont nous avons rendu compte dans les Nos. précédens, ne devoient pas se borner à ce que nous en avons dit.

Jendi dernier la Société de Cincinnatus donna un grand dinner à Messieurs les Officiers de la division Française, actuellement dans ce port.

Ce repas fut donné à *Concert-Hall*, bâtiment des plus convenables, et que l'on avoit eu soin de préparer, et d'orner dans cette occasion. Les tables formoient un demi-cercle. M. le Vice-Président EUSTIS ayant à sa droite M. le Vicomte de Pontévès, l'Hon. M. Baudouin, M. le Consul de France, le Rev. M. Freeman ; et à sa gauche, M. le Marquis de la Galliffonniere, les honorables M. Russell, Dawes, Austin, &c. &c. Le nombre des convives étoit de 70.

Les décorations de la salle attirèrent les yeux de toutes les personnes présentes. Un portrait du Président des Etats-Unis, orné d'une médaille de la société, placé vis-à-vis de l'entrée, sembloit rappeler à chacun des convives le patriotisme et la valeur qui les avoient aggrégés à cette société vraiment noble et respectable. Le pavillon Américain flottoit à longs plis à la droite, et le François à la gauche de ce banquet. 13 Points enveloppant 3 fleurs de lis, formoient l'emblème de l'alliance, avec cette devise, "*Puisse cette alliance être perpétuelle !*"

A l'autre bout de la salle, on voyoit un beau portrait de S. M. T. C. avec le pavillon de France flottant à la droite ; et à la gauche étoit celui des E. U. sur lequel étoient les armes de France, avec ce motto, "*Vive Louis XVI !*" On auroit pu lire sur tous les visages le langage de la reconnaissance.

L'orchestre, qui étoit composé d'une bande d'excellens musiciens, étoit couvert d'un beau drap bleu, bordé de blanc, sur lequel étoient représentées alter-

nativement 13 étoiles et 13 fleurs de lis. On voyoit au milieu l'Aigle de l'Union fendant les airs, et deux petits pavillons, l'un des E. U. et l'autre de France, ses côtés. La joie et la satisfaction qui regnoient à ce banquet de vétérans, s'exprimoient par des expressions touchantes, signe d'une amitié qui se forme dans les momens de danger, et dont la base est la vertu la plus sincère.

Après dinner on porta les toasts suivantes : —

1°. Au Président des Etats-Unis. 2°. A sa Majesté Très-Chrétienne. 3°. Au Vice-Président, et au Congrès des Etats-Unis. 4°. Au Gouverneur et à la République. 5°. A M. le Vicomte de Pontévès, et à Messieurs les Officiers de sa Division. 6°. A notre Président, et à tous nos freres de Cincinnatus. 7°. A l'harmonie, et à l'amitié qui ont cimenté l'armée alliée, dans leur conteste pour la liberté de l'Amérique. 8°. A la mémoire de ceux qui sont morts dans la cause glorieuse. 9°. Au Général Lincoln. 10°. Au Général Knox. 11°. A l'alliance de la France avec l'Amérique. 12°. Puisse l'amitié formée dans les temps de calamité, se perpétuer dans la prospérité ! 13°. Puisse la liberté et le bonheur distinguer pour toujours l'Indépendance de l'Amérique !

On lit dans une feuille de Londres du 8 Aout, que M. Sheridan a ouvertement accusé M. Pitt d'avoir employé plus de deux millions, à fomentier les divisions intestines de la France. Un *impeachment* de cette nature semble annoncer quelques pièces. Si le ministre est accusé et qu'il ne puisse pas exhiber l'emploi de cette somme qui manque au trésor, il ne sera plus difficile de résoudre la cause de la grande anxiété du Duc de Dorset.

On lit dans quelques feuilles, que le Président des Etats-Unis a déjà député une personne près du Lord Dorchester, Gouverneur du Canada, pour savoir de son Ex. si elle avoit reçu des ordres de sa cour, pour remettre les postes de la partie Occidentale, aux Etats-Unis. Cette mesure commence à indiquer l'énergie et la vigueur que les amis de la constitution se sont promises de son établissement.

* * * Nous reprendrons les débats du Congrès à l'ordinaire prochain. Le nombre et l'importance des affaires de la révolution qui vient de s'opérer en France, ne nous a pas permis de négliger aucune circonstance qui pouvoit tendre à éclaircir les versions diverses et fausses qui ont été publiées, concernant ce grand événement.

F R A N C E.

MOTION de M. l'Abbé GREGOIRE, Curé d'Embermenil, à la Séance du 14 Juillet 1789.

MESSIEURS,

Vous vous rappelez avec indignation les outrages faits au Monarque par ceux qui, ayant surpris sa religion & compromis son autorité, vouloient faire régner sur les Loix un Prince qui ne veut régner que par les Loix. Un despotisme constitutionnel vouloit briser les ressorts du Gouvernement, & anéantir les espérances de la Nation. Les Aristocrates espéroient consommer militairement leurs crimes ; mais la force s'unit à la justice. Paris frémissant pensoit à garantir la sûreté personnelle de ses Mandataires. Le Soldat François prouve que l'honneur est aussi son patriotisme, et qu'il ne pouvoit être l'instrument des malheurs de ses frères. Hélas ! s'il eût été animé des mêmes principes dans le temps des dissensions qui déchiroient, il y a deux siècles, le sein de la France, il eût épargné des larmes à l'Humanité, & des gémissemens à la Postérité.

Depuis l'ouverture des Etats, nous avons vécu au milieu des divisions, parce qu'on vouloit ensevelir la raison sous les usages, & faire taire la justice devant l'orgueil.

Nous avons vécu au milieu des vexations. . . vexations même de la part des subalternes des subalternes. On vous avoit ravi la police de votre Salle ; des infidélités à la Poste ont supprimé des envois qui devoient être remis quelqu'en fût le contenu. On a voulu soumettre au compas de la censure les opérations de vos Séances ; en ce moment même sont affichées à l'entrée de cette Salle, des prohibitions attentatoires à vos droits : vous avez trouvé sans cesse des intermédiaires entre le Souverain & vous, tandis que vous devez travailler immédiatement avec celui à qui la Nation a confié les rênes du Gouvernement.

Nous avons vécu au milieu des orages : qui n'a pas osé parler des projets atroces suggérés par la fureur ? C'est dans l'Histoire du Parlement Anglois, près d'être englouti sous les débris de son sanctuaire, qu'il faut aller chercher le modèle des attentats qu'on méditoit, dit-on, contre vous ; & si les accusés n'ont pas projetés ces forfaits, au moins est-il vrai qu'on les en a crus capables ; il est des vices qui reconnoissent des bornes, mais la scélératesse les franchit toutes.

Il y a donc, Messieurs, des êtres si vils qu'ils feroient rougir d'être homme, si dans cette assemblée on ne s'honorait de l'être ! Il y a donc des êtres atroces qui ont l'oreille fermée à la pitié, & dont le cœur n'admet jamais de remords ! Il y a donc des perfides qui prétendent nous intimider, tandis qu'aux fureurs des pervers nous opposons tranquillement l'égide du courage, & que chacun de nous se feroit gloire d'être inscrit dans le martyrologe de la Patrie !

Jusqu'ici, l'Etat, victime des déprédations dans tous les genres, n'offroit plus qu'une Nation en proie à tous les maux ; le pauvre citoyen, le triste citoyen, arrosoit ses fers de ses larmes, nos campagnes de ses sueurs, sans oser parler de ses droits ; & l'Etat marchoit à grands pas vers sa ruine.

Et lorsque la France se réveille, lorsqu'après deux siècles, la famille se réunit sous les yeux d'un Roi chéri, lorsqu'un Prince issu de nos Rois, vient s'asseoir au milieu de nous, & s'honorer de la qualité de Citoyen, le Despotisme agonisant fait un dernier effort, il lève son bras pour nous replonger dans l'avilissement & le malheur !

Vainement feroit-on couler des fleuves de sang ; la révolution s'achèvera. La raison étend son empire, elle resplendit de toutes parts ; elle va consacrer les droits respectifs d'une nation idolâtre de son Monarque, et d'un Monarque qui dans l'amour de son Peuple, trouvera son plus ferme appui. Ah ! s'il falloit de nouveau nous courber sous le joug, il vaudroit mieux sans doute fuir avec un Ministre chéri au sein de l'Helvétie ou vers les rivages de Boston, sur lesquels d'illustres Chevaliers François ont aidé à planter l'étendard de la liberté.

Il est donc vrai que notre Roi est obsédé, trompé par ses ennemis et les nôtres ; et qui trompe le Roi, disoit Maffillon, est aussi coupable que s'il vouloit le détrôner. Notre devoir exige, Messieurs, que nous nous raillions autour de lui pour le défendre, et pour relever avec lui le Temple de la Patrie.

Il y a long-temps, Messieurs, que le Peuple est victime : bientôt on connoitra les Sacrificateurs. Les nommerai-je ? Non. Leurs noms ne souilleront point ma bouche ; mais je demande qu'un comité soit établi pour connoître & révéler tous les crimes ministériels pour dénoncer à la France les auteurs des maux qui affligent la Patrie, pour invoquer ensuite les formes judiciaires, & livrer les coupables à la rigueur des Loix.

A BOSTON, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53, où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON, chez M. Hall ; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing ; à New-York, chez M. Thomas Greenleaf, et M. John Fenno ; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey, et chez les principaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir, de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.